



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHE 25-24-DSSE-SUPCOOP

**Accord-cadre relatif à la tierce maintenance applicative et évolutive
de la solution SUPCOOP, sur le périmètre de l'assistance logicielle et
de la gestion de projet**

ACHETEUR

Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements
(AMUE)
25, rue de Tolbiac
75013 Paris

SIREN n° 180 043 127

LOTS

Lot unique

PROCÉDURE

Appel d'offres ouvert
Procédure passée sur le fondement de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique



SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| DEFINITIONS | 3 |
| ARTICLE 1. L'ACHETEUR | 4 |
| 1.1 Identification de l'Acheteur | 4 |
| 1.2 Présentation de l'Amue | 4 |
| ARTICLE 2. OBJET – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ | 5 |
| 2.1 Objet du marché | 5 |
| 2.2 Forme | 5 |
| 2.3 Montant | 5 |
| 2.4 Allotissement - forme et autres caractéristiques du marché | 5 |
| ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ – PRESTATIONS SIMILAIRES | 6 |
| 3.1 Durée | 6 |
| 3.2 Reconduction | 6 |
| ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ | 6 |
| ARTICLE 5. MODALITÉS DE COMMANDES | 7 |
| ARTICLE 6. ANNULATION, SUSPENSION, REPORT DES PRESTATIONS | 8 |
| 6.1 Cas général | 8 |
| 6.2 Cas des circonstances imprévisibles par des parties diligentes | 8 |
| ARTICLE 7. EXÉCUTION DES PRESTATIONS | 9 |
| 7.1 Délais | 9 |
| 7.2 Lieu d'exécution | 9 |
| 7.3 Engagement environnemental | 9 |
| 7.4 Exclusivité | 10 |
| ARTICLE 8. VÉRIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS | 10 |
| ARTICLE 9. SUIVI DES PRESTATIONS | 11 |
| 9.1 Gestion de projet | 11 |
| 9.2 Comitologie | 12 |
| ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 12 |
| 10.1 Obligation générale | 12 |
| 10.2 Obligation de confidentialité | 12 |
| 10.3 Obligation de protection des données à caractère personnel liées à la mission | 13 |
| 10.4 Obligation de prévention et de signalement des conflits d'intérêt | 14 |
| 10.5 Droit de résiliation en cas de non-respect de ses obligations par le Titulaire | 14 |
| ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE | 15 |
| 11.1 Sous-traitance | 15 |
| ARTICLE 12. DÉTERMINATION – ÉVOLUTION DES PRIX – CLAUSE DE RÉEXAMEN | 15 |
| 12.1 Contenu des prix | 15 |
| 12.2 Révision des prix | 16 |



| | | |
|--------------------|---|-----------|
| 12.3 | Clause de réexamen | 16 |
| ARTICLE 13. | MODALITES DE RÉGLEMENT DU MARCHÉ | 16 |
| 13.1 | Avance et acomptes | 16 |
| 13.2 | Facturation..... | 17 |
| 13.3 | Règlement des factures | 17 |
| 13.4 | Intérêts moratoires..... | 17 |
| ARTICLE 14. | PENALITES | 17 |
| 14.1 | Généralités..... | 17 |
| 14.2 | Pénalités de retard et indisponibilité | 18 |
| ARTICLE 15. | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE : | 18 |
| ARTICLE 16. | DÉROGATIONS AU CCAG | 19 |

DEFINITIONS

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- + **Accord-cadre** : est un contrat-cadre conclu entre un acheteur public (ou un groupement d'acheteurs) et un ou plusieurs prestataires, dans le but de définir les conditions générales régissant la fourniture de biens, services ou travaux sur une période déterminée. L'accord-cadre permet de faciliter et de simplifier les achats publics en établissant des conditions préalables de négociation ou d'attribution pour des besoins futurs.
- + **Accord-cadre mono-attributaire** : accord-cadre attribué à une seule titulaire qui se voit attribuer tous les actes d'exécution sans mise en concurrence
- + **Adhérents de l'AMUE** : désigne les Universités et Établissements adhérent à l'AMUE. Elle figure sur le site internet de l'Amue. À titre indicatif, au moment de la notification de l'accord-cadre, celle-ci figure à l'adresse suivante <http://www.amue.fr/presentation/annuaire/annuaire-des-adherents>. Également appelés et Établissements
- + **Agent comptable** : désigne l'agent de droit public ayant la charge exclusive de manier les fonds et de tenir les comptes des personnes morales, en s'assurant de la sincérité des enregistrements comptables et du respect des procédures. Il prend en charge et contrôle les ordres de payer et de recouvrer transmis par l'ordonnateur. Il recouvre les créances et procède au paiement des dépenses, en conservant les pièces justificatives des opérations transmises par l'ordonnateur. Il contrôle la validité de la dette. L'agent comptable est identifié dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre ou dans les marchés subséquents.
- + **AMUE** : désigne l'Agence de Mutualisation des Universités et des Établissements, groupement d'intérêt Public (GIP) agissant en qualité de centrale d'achat en faveur de ses adhérents ainsi qu'en tant qu'établissement bénéficiaire des prestations objet de l'accord-cadre. L'Amue est également coordonnateur du groupement de commande ;
- + **Bons de commande** : documents écrits adressés au Titulaire du marché qui précisent parmi les prestations décrites dans l'accord-cadre, celles dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité ;



- + **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** : le présent document contractuel. Il regroupe les clauses administratives (première partie) de l'accord-cadre.
- + **UO** : prestation ou ensemble de prestations décrites au CCTP et regroupées dans un ensemble faisant l'objet d'une ligne de commande
- + **Prestation** : ensemble d'activités opérationnelles à mener par le Titulaire. Une prestation est concrétisée par l'élaboration et la livraison d'un ou plusieurs livrables ;
- + **Titulaire** : l'opérateur économique co-contractant désigné dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. En cas de groupement, le terme Titulaire désigne l'ensemble du groupement.

ARTICLE 1. L'ACHETEUR

1.1 Identification de l'Acheteur

L'Acheteur est indiqué en page 1 du CCAP.

1.2 Présentation de l'Amue

L'Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et de support à l'enseignement supérieur ou à la recherche est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui a pour objet d'organiser, entre les établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche qui en sont membres (parmi lesquels notamment les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - E.P.S.C.P), dans le respect de leur autonomie et dans le cadre des missions qui les caractérisent, toute forme de coopération ayant vocation à améliorer la qualité de leur gestion, notamment dans le domaine informatique.

À cet effet, l'Agence a pour mission :

- De mettre à disposition des outils communs de gestion et de pilotage
14 solutions logicielles sont actuellement proposées aux adhérents au travers de différents domaines :
 - Domaine Formation et Vie de l'étudiant : Apogée, FCA Manager, Pégase
 - Domaine Ressources Humaines : Siham, Siham PMS, Evrp
 - Domaine Finance : Sifac, Sifac Démat, SIFAC +
 - Domaine Pilotage : Sinaps, Sirocco
 - Domaine Recherche : Sinchro, Sipres
 - Domaine Transverse : Sigma
- D'accompagner les processus de changement, notamment ceux inscrits dans les projets d'établissement ou décidés par l'État
- De fournir une aide aux métiers de la collectivité universitaire et à leur évolution
- De partager l'information et d'initier des actions de veille et d'études prospectives sur toute question intéressant la gestion et le pilotage des établissements
- De servir de support aux établissements souhaitant mener dans leur domaine de compétences des actions communes



L'Amue est implantée sur deux sites :

- Un site à Paris
- Un site à Montpellier

L'Agence s'est engagée dans un projet d'urbanisation qui vise à bâtir pour le système d'information de ses adhérents une offre cohérente et modulaire s'articulant avec le Système d'information du ministère chargé de l'enseignement supérieur et les systèmes d'information locaux. Le processus de renouvellement et d'évolution des produits est en cours.

ARTICLE 2. OBJET – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU MARCHE

2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture des prestations nécessaires à la maintenance et au support de la solution SUPCOOP sur le périmètre de l'assistance logicielle et la gestion de projet.

Les prestations d'assistance sont identifiées selon 5 unités :

- UO 1 : Lancement et montée en compétences
- UO 2 : Maintenance corrective
- UO 3 : Maintenance évolutive
- UO 4 : Formation
- UO 5 : Support et administration
- UO 6 : Expertise transversale : sécurité et architecture réseau
- UO 7 : Réversibilité

2.2 Forme

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique, traité à prix unitaires, conformément aux articles R. 2162-1 al. 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

2.3 Montant

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 000 000 € HT, étant précisé que ce montant maximum a été fixé afin d'anticiper des d'éventuels et hypothétiques dépenses imprévisibles au jour de la signature du contrat. Il n'engage en rien l'Amue à dépenser un tel montant.

À titre purement indicatif le montant estimé du marché est de 800 000 € HT environ pour la durée totale du marché. Ce montant estimatif n'engage en rien l'Amue sur une dépense minimum ou maximum applicable au présent marché.

2.4 Allotissement - forme et autres caractéristiques du marché



Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ – PRESTATIONS SIMILAIRES

3.1 Durée

L'accord-cadre débute le 1^{er} janvier 2026 et se termine le 31 décembre 2030 soit une durée de 4 ans.

Les bons de commande sont émis par l'Amue au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution ne peut pas excéder de plus de 6 mois celle de l'accord-cadre.

3.2 Reconductio

L'accord-cadre marché n'est pas reconductible.

ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Le Cadre de réponse financière (CRF) ;
2. Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe RGPD ;
3. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - Modèle de PAS ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC). Bien que non jointe aux autres pièces constitutives du marché, cette pièce est réputée connue du Titulaire et est accessible via cette adresse web : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689> ;
5. Le Cadre de réponse technique du Titulaire (CRT) et ses deux annexes :
 - Annexe n° 1 : cas pratiques ;
 - Annexe n° 2 : dossier de compétences ;
6. Le Plan d'assurance sécurité (PAS) ;
7. Tout autre document constitutif de l'offre du Titulaire ;
8. Les documents d'exécution du marché : bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'Acheteur.



En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessus.

Les annexes ci-dessus ont une valeur identique à celle du document de référence.

Seuls les exemplaires conservés par l'Acheteur font foi.

Aucune clause limitative de responsabilité ou réserve figurant dans l'offre du Titulaire ou présentées par le Titulaire durant l'exécution du marché n'est admise ; elle est déclarée nulle et non avenue.

ARTICLE 5. MODALITÉS DE COMMANDES

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution ne peut pas excéder de plus de 6 mois celle de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du bon de commande
- les références de la ou des prestations concernées (n° d'UO, de postes...),
- les références du présent accord-cadre
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la désignation de la prestation assurée (quantité, description des prestations, désignation des livrables),
- le délai d'exécution et/ou intervention, le cas échéant la date de livraison
- le lieu d'exécution
- le montant hors taxes de la commande, sur la base des prix du Cadre de Réponse Financier du marché
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire

Par dérogation à l'article 3.7.2 CCAG-TIC, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par écrit à l'Acheteur dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande sous peine de se voir déchu de ce droit.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité du marché sont exécutés jusqu'au terme des prestations dans le respect de l'obligation de remise en concurrence périodique qui s'impose à l'Acheteur.

Modifications : Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des Parties est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Ces modifications ne sont assorties d'aucune indemnité à la charge de l'Acheteur.



ARTICLE 6. ANNULATION, SUSPENSION, REPORT DES PRESTATIONS

6.1 Cas général

Sous réserve du respect d'un préavis de 2 mois, l'Acheteur peut annuler ou reporter, par tout moyen écrit, toute prestation commandée sans indemnité à verser au Titulaire. L'Acheteur peut également suspendre tout ou partie des prestations pour des raisons dûment justifiées, sans délai de préavis pour une durée proportionnée aux motifs de la suspension. Seules les prestations déjà exécutées par le Titulaire sont réglées par l'Acheteur.

Le Titulaire ne peut pas prononcer l'annulation, la suspension ou le report de tout ou partie des prestations de sa propre initiative.

Le Titulaire s'engage à se rapprocher de l'Acheteur pour trouver une éventuelle solution de remplacement raisonnable qui sera formalisée par tout moyen écrit entre les Parties dans les 15 jours suivant l'annulation, la suspension ou le report prononcé par l'Acheteur. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par l'Acheteur.

En cas de suspension ou de report, les Parties réalisent toute capitalisation possible sur le travail déjà effectué.

En cas de non-respect du préavis, une indemnité pour frais et investissements sur justificatifs (et si nécessaire après constat contradictoire entre les Parties) peut être accordée, sous réserve de l'accord de l'Acheteur et qu'elle soit inférieure au montant total hors taxes de toutes natures du bon de commande, calculée après déduction du montant des prestations déjà exécutées.

Si aucun accord sur les sommes à régler (prestations/indemnité) n'était possible en cas d'annulation, de suspension ou de report, l'Acheteur pourra résilier le marché sans dommages et intérêts à sa charge, sous réserve du respect d'un préavis de quinze jours à compter de la réception par le Titulaire du courrier recommandé avec avis de réception. Les prestations déjà exécutées et, le cas échéant, les sommes à restituer à l'Acheteur, sont arrêtées sur simple constat de l'Acheteur.

Aucune autre indemnité, y compris pour le manque à gagner du Titulaire, ne sera due par l'Acheteur.

6.2 Cas des circonstances imprévisibles par des parties diligentes

En complément des articles 26 et 27 CCAG-TIC, les Parties s'efforceront de bonne foi de prendre toute mesure raisonnablement possible en vue de poursuivre l'exécution des prestations ou d'examiner les conséquences de ces circonstances, notamment financières pour les Parties ainsi que toute capitalisation réalisable sur le travail déjà effectué.

Si ces circonstances rendent les prestations impossibles, l'Acheteur pourra décider :

- Sans délai de prévenance et par tout moyen écrit, du report des prestations à une date ultérieure ou de la suspension des prestations ou de l'annulation de tout ou partie de la commande ;
- Sous réserve du respect d'un préavis de quinze jours de la résiliation du marché sans dommages et intérêts à sa charge, par lettre recommandée avec avis de réception ;
- En fonction de ses propres contraintes, de faire appel à un autre prestataire ; le présent marché ne créant pas d'exclusivité au profit du Titulaire sur les prestations dans de telles circonstances.

Cette impossibilité peut résulter de la décision d'une autorité publique. Dans ce cas particulier, l'Acheteur peut résilier le marché sans préavis.

Aucune indemnité du Titulaire ne sera due par l'Acheteur.



ARTICLE 7. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 Délais

Les délais et/ou périodicités d'exécution des prestations sont fixés par le CCTP, ou dans l'offre du Titulaire s'ils sont mieux disant, ou à défaut dans le bon de commande. Ils ne peuvent pas dépasser de plus de 6 mois la fin de l'accord-cadre.

Aucune suspension du délai n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du Titulaire ou des congés des intervenants en charge de la prestation.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-TIC, le Titulaire est autorisé à demander, par écrit, dans un délai maximum de cinq jours à compter de la survenance du fait générateur et obligatoirement avant l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation, l'accord du pouvoir adjudicateur pour modifier et/ou prolonger les délais en lui signalant les causes du ou des retards qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

L'Acheteur se réserve toutefois, en fonction de ses contraintes et des motifs invoqués par le Titulaire, d'accepter ou de refuser la modification et/ou la prolongation des délais.

7.2 Lieu d'exécution

L'exécution des prestations pourra avoir lieu soit :

- Dans les locaux du Titulaire ;
- Dans les locaux de l'Amue, site de Montpellier installé sur 3 étages (R+6, R+7 et R+8) : immeuble Oz'one sis au 181 place Ernest Granier, CS 30349, 34961 Montpellier cedex 2.
- Éventuellement, dans les locaux de l'Amue, site de Paris 25 rue de Tolbiac, 75013 Paris.

7.3 Engagement environnemental

Le Titulaire doit être en conformité avec les réglementations internationales, européennes, nationales, locales ainsi que les normes en vigueur en matière d'environnement applicables au marché.

En outre, Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans l'exécution du marché. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Au démarrage du marché et tout au long de son exécution, le Titulaire communique à l'Acheteur les mesures et les bilans de ses actions en faveur de la protection et de la mise en valeur de l'environnement, notamment ceux en lien avec l'objet du marché (réduction des émissions de gaz à effet de serre, réemploi, réutilisation, reconditionnement, bilan carbone, politique RSE, etc.). Les Parties pourront se rapprocher pour définir les modalités précises de ce reporting ou ses évolutions, et ce sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.



7.4 Exclusivité

Le Titulaire ne dispose pas d'un droit d'exclusivité sur les prestations faisant l'objet du présent marché. L'Amue peut donc commander des prestations similaires auprès d'un autre opérateur et par le biais d'un autre support contractuel.

ARTICLE 8. VÉRIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'Amue et aux établissements de contrôler notamment que le Titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles, et notamment aux spécifications et aux modalités d'achèvement de ces prestations prévues par l'accord-cadre et les Bons de commandes.

Nota :

- 1. les termes livraison, installation ou exécution sont équivalents au regard des opérations de vérification, le terme utilisé dépendant de la nature de la Prestation attendue ; pour les progiciels, les opérations de vérification doivent débuter au moment de leur livraison. La livraison se matérialise par la mise à disposition d'un lien de téléchargement ou l'ouverture d'un accès en mode Service.*
 - 2. les termes réception et recette sont équivalents au terme admission au regard des opérations de vérification ;*
 - 3. dans le cas d'un Bon de commande comportant des Postes distincts, la livraison de chacun fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.*
-

Les livrables associés sont décrits pour chacun des Postes dans la partie technique du présent document.

La présentation des résultats par le Titulaire doit répondre aux dispositions prévues dans les documents contractuels.

Aussitôt qu'une difficulté significative est identifiée par une partie (Titulaire/ Amue ou Adhérent), elle est portée à la connaissance de l'autre dans un délai raisonnable.

À la suite de cette communication, les parties déterminent les moyens à mettre en œuvre par l'une ou l'autre partie, afin d'apporter une solution adéquate pour résoudre le plus rapidement possible la difficulté concernée.

Par dérogation aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC Les modalités de vérifications et d'admission retenues sont la vérification simple pour l'ensemble des Postes et Prestations du présent accord-cadre, au sens où elle s'opère en une seule étape et non en VA puis VSR.

Tous les Postes sont soumis à un délai de vérification simple de 4 semaines



Après mise à disposition par le Titulaire de l'ensemble des résultats attendus au point de livraison et selon les postes concernés, l'Amue dispose d'un délai de 4 semaines pour procéder à la vérification des Postes précités.

Si le résultat de la vérification est positif, l'Acheteur prononce l'admission des Postes avec ou sans réfaction. S'il y a réfaction, il y est procédé dans les conditions suivantes :

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) Jours ouvrés suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le Pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) Jours ouvrés pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, le Pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

Si les Postes faisant l'objet d'une livraison peuvent être admis, ils donnent lieu à un procès-verbal d'admission.

L'Acheteur notifie sa décision au Titulaire dès que la vérification a été opérée et au plus tard dans un délai de cinq (5) Jours ouvrés à l'expiration du délai maximum de vérification. À défaut, l'admission est réputée acquise à l'expiration du délai maximum de vérification.

Si le résultat de la vérification est négatif, l'Acheteur prend une décision d'ajournement ou de rejet selon les modalités suivantes :

En cas d'ajournement, le procès-verbal d'ajournement invite le Titulaire à présenter de nouveau au Pouvoir adjudicateur les Postes mis au point dans un délai de dix (10) Jours ouvrés maximum.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de cinq (5) Jours ouvrés maximum à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le Pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer l'admission des Postes avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de cinq (5) Jours ouvrés courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de cinq (5) Jours ouvrés ci-dessus mentionné. Le silence du Pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de cinq (5) Jours ouvrés vaut décision de rejet des postes.

Si le Titulaire présente à nouveau les postes mis au point, après la décision d'ajournement, le Pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder à la vérification des Postes à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

En cas de rejet, il est fait application par l'Acheteur des dispositions fixées à l'article 34.4 du CCAG-TIC.

Si, à l'issue de trois présentations en vérification par le Titulaire, les résultats livrés n'ont pas pu obtenir un avis favorable pour la vérification simple, l'Amue peut décider la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent. En cas de retard dans la mise à disposition des résultats permettant de procéder à la vérification simple, des pénalités pour retard sont appliquées selon les dispositions prévues à l'article XX du présent CCAP.

ARTICLE 9. SUIVI DES PRESTATIONS

9.1 Gestion de projet

Il est attendu du Titulaire un suivi de l'exécution des prestations, celles-ci pourront se faire au travers du comité de projet mais également en réalisant un suivi des temps et des activités auprès de l'Amue.



Le Titulaire devra également préciser les ressources mises à disposition et les ressources nécessaires à mobiliser par l'Amue.

9.2 Comitologie

L'Amue organise un comité de projet hebdomadaire afin de faire un état d'avancement du projet, de définir les prochaines étapes et d'identifier les risques.

- Récurrence :
 - Fréquence : une fois par semaine
 - Durée : une heure
- Composition :
 - Cheffe de projet Amue
 - Equipe projet Amue
 - Equipe projet Titulaire
 - Invités en fonction des thématiques à aborder
- Compétences : suivi de la bonne exécution courante du projet.
- Le comité donne lieu à un compte rendu alimenté par le Titulaire et l'Amue

Un point de synchronisation de 15 minutes, de type *daily*, peut être organisé deux fois par semaine afin de permettre aux membres du projet de partager l'avancement, d'identifier d'éventuels blocages et de faciliter leur résolution rapide.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1 Obligation générale

Le Titulaire garantit une exécution des prestations aux normes et règlement en vigueur et dans les règles de l'art de sa profession.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations ainsi que de lui fournir les moyens matériels appropriés. Ainsi, l'absence d'un personnel n'est pas de nature à dégager le Titulaire de ses obligations.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat pour toutes les obligations pour lesquelles il doit parvenir à un résultat ou à un effet déterminé dans les pièces contractuelles.

10.2 Obligation de confidentialité

La présente clause est considérée comme essentielle dans le cadre des relations entre les Parties. L'Acheteur se réserve le droit, en complément, de faire signer au Titulaire avant le démarrage de la mission un engagement de confidentialité renforcé.

En complément de l'article 5.1 du CCAG-TIC, le Titulaire considèrera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent marché. Dès lors, le Titulaire s'engage à protéger l'intégralité et la confidentialité des informations traitées ou transmises et indiquées comme telles dans le marché (ex : dans le Plan d'Assurance Sécurité du marché, le cas échéant).



Le Titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'Agence, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du Titulaire à l'occasion du présent accord-cadre.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le Titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par l'Agence.

Le contenu de l'accord-cadre est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et de chacun des marchés subséquents.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des postes.

Le Titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le Titulaire à l'Agence à première demande de l'Agence.

Le Titulaire prend toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des supports informatiques fournis par l'Acheteur, et tous documents de quelque nature qu'ils soient.

L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le Titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre.

En cas d'incident, de fuite, de violation du secret, des données déversées dans SUPCOOP, le Titulaire dans un délai de 1 jour ouvré le pouvoir adjudicateur de l'existence de l'incident.

10.3 Obligation de protection des données à caractère personnel liées à la mission

Le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions nécessaires en ce qui concerne les données à caractère personnel dans les conditions prévues par la loi n°78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement général sur la protection des données - Règlement (UE) 2016/679 du 27/04/2016.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les Parties.



Si aucun accord n'est trouvé entre les Parties, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché, de plein droit et sans indemnité à sa charge.

Le Titulaire amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'Amue est considéré comme un sous-traitant. À cet égard, les données à caractère personnel que lui transmet l'Amue ne peuvent faire l'objet d'une opération de traitement de la part du titulaire ou d'une personne agissant sous l'autorité du titulaire, que sur instruction de l'Amue, responsable de traitement.

Les obligations incombant au Titulaire en matière de protection de la sécurité et de la confidentialité des données contiennent notamment celle de prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le titulaire doit présenter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité susmentionnées. Cette exigence ne déchargeant pas l'Amue de son obligation de veiller au respect de ces mesures, cette dernière requiert du titulaire toute la diligence et la coopération nécessaires à l'établissement des preuves de ce respect.

10.4 Obligation de prévention et de signalement des conflits d'intérêt

Le Titulaire s'engage à ne pas accepter de mission pour un tiers qui conduirait à contrevenir, directement ou indirectement, aux intérêts de l'Acheteur ou à créer une situation de conflit d'intérêt ; cette obligation étant étendue aux personnes physiques ou morales placées sous l'autorité du Titulaire ou agissant au nom et pour son compte (préposés, mandataires, sous-traitants ou co-traitants, des sociétés se trouvant sous son contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, et de façon générale de tout partenaire commercial).

En cas de risque ou de situation de conflit d'intérêt, le Titulaire en informe sans délai l'Acheteur qui se réserve dans ce cas la possibilité d'organiser une consultation spécifique avec d'autres entreprises en vue de répondre au besoin et/ou de résilier le marché, de plein droit et sans indemnité à sa charge.

10.5 Droit de résiliation en cas de non-respect de ses obligations par le Titulaire

L'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent marché, conformément aux dispositions du CCAP à l'article « Résiliation », dans les situations suivantes :

- Si le Titulaire contrevient aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles applicables, après avoir laissé un délai suffisant au Titulaire pour s'y conformer si un point spécifique de la réglementation n'est pas portée initialement à sa connaissance par ;
- Si des obstacles ou changements significatifs susceptibles d'altérer significativement la réalisation de la prestation objet du marché sont identifiés par l'Acheteur ;
- Si des faiblesses sont identifiées dans la gestion et la sécurité des données ou d'informations confidentielles, personnelles ou sensibles par le Titulaire.

Dans l'éventualité de la résiliation du présent marché, le mécanisme de réversibilité se mettra en place dans les conditions prévues par les clauses techniques.



ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE

11.1 Sous-traitance

La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure pleinement responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers l'Acheteur.

Le Titulaire fournit l'acte spécial DC4 dûment complété et signé (modèle de l'Acheteur) afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement des sous-traitants par l'Acheteur conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment les articles L. 2193-1 à L. 2193-3 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique.

Le sous-traitant s'engage à déposer, lors de la demande de son agrément et tous les 6 mois jusqu'au terme du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/>

En cas de sous-traitance de second rang, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant direct et agréer leur condition de paiement à l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG - TIC l'Acheteur notifie au seul Titulaire une copie de l'exemplaire DC4. Dès réception de cette notification, le Titulaire s'engage à faire connaître à l'Acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le bénéfice du paiement direct du sous-traitant, dès lors que ce dernier remplit les conditions, est obligatoire ; le sous-traitant ne peut y renoncer. Ce principe d'ordre public ne s'oppose pas à ce que le sous-traitant soit payé directement par le Titulaire et non par l'Acheteur. Dans ce cas, lorsque le DC4 prévoit le paiement direct du sous-traitant par le Titulaire, le paiement effectué par le Titulaire au titre de la rémunération du sous-traitant libère l'Acheteur de sa dette à due concurrence de la créance du sous-traitant. Le Titulaire qui aura payé directement le sous-traitant devra impérativement fournir à l'Acheteur les justificatifs nécessaires permettant d'attester du paiement total de la prestation au prix du marché.

Le silence gardé par le Titulaire au-delà du délai de 15 jours à compter de la date d'accusé de réception contenant la demande de paiement du sous-traitant vaut acceptation tacite de cette demande par le Titulaire.

ARTICLE 12. DÉTERMINATION – ÉVOLUTION DES PRIX – CLAUSE DE RÉEXAMEN

12.1 Contenu des prix

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et toutes les taxes éventuelles ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations sont rémunérées par application des prix unitaires indiqués le BPU du marché, aux quantités réellement commandées.



Tous les prix sont établis en euros.

12.2 Révision des prix

Les prix des prestations figurent dans le cadre de réponse financière.

Les prix par unités d'œuvres sont forfaitaires.

Les prix sont fermes la première année et révisibles ensuite annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre, sur demande expresse du Titulaire. Il peut y renoncer. La formule de révision est la suivante :

$$\text{Prix révisé} = P0 \times S / SO$$

Dans laquelle :

P0 = prix initial

S = dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC au jour de la révision

SO = valeur de l'indice SYNTEC de la date d'établissement des prix (date limite de remise des offres)

Tout montant figurant dans l'annexe financière est un montant hors taxe et en euros.

12.3 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, au cours de l'exécution du marché, dans le cas d'une variation (à la hausse comme à la baisse) résultant :

- D'une évolution législative, réglementaire ou normative ayant un impact sur les prestations du marché ;
- De l'évolution du projet de l'Acheteur nécessitant de faire appel à des prestations ou des fournitures spécifiques ne figurant pas au Cadre de Réponse Financier du marché ;
- Du changement, de la disparition d'une référence du Cadre de Réponse Financier du marché ou d'ajout d'un prix ou d'un nouveau produit/nouvelle prestation ;
- De l'évolution naturelle des sites des bénéficiaires (déménagements, restructurations de services etc...) ;
- De l'apparition d'une technologie innovante plus adaptée au besoin de l'Acheteur ;
- De l'apparition non prévisibles en dehors de la révision des prix de conditions économiques plus favorables permettant une baisse de prix existants ;

La présente clause n'a pas pour effet de modifier d'autres stipulations contractuelles.

ARTICLE 13. MODALITES DE RÉGLEMENT DU MARCHÉ

13.1 Avance et acomptes

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire, à moins qu'il y renonce.

Le Titulaire indique dans l'acte d'engagement s'il souhaite ou non renoncer au bénéfice de l'avance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Pour tout bon de commande supérieur à 50 000 € et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, une avance d'un montant de 5 % est accordée.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.



À la demande du Titulaire et conformément aux dispositions des articles R.2191-20 et s. du code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés en fonction de l'état d'avancement des travaux pour les prestations dont la durée d'exécution dépasse trois mois.

En tout état de cause, les acomptes ne peuvent dépasser 60% du montant du poste commandé. Le paiement est de 100 % à l'admission du poste ou de l'unité d'œuvre concerné.

Les paiements échelonnés donnent lieu à établissement de factures. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

13.2 Facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire après attestation du service fait par l'acheteur.

Toute facture devra préciser distinctement :

- les nom et adresse de l'Acheteur et du Titulaire
- la date et le numéro de facture
- le numéro du compte bancaire ou postal du Titulaire
- le numéro du marché, du bons de
- le lieu de l'exécution de la prestation
- la dénomination précise, le détail et le montant HT et TTC des prestations réalisées
- la période ou la date d'exécution de la prestation
- le(s) prix hors taxes unitaire(s)
- le montant total hors taxes, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC

13.3 Règlement des factures

Le délai maximum de règlement est fixé à 30 jours, par virement bancaire, à compter de la date de remise de la facture à l'Acheteur dans les conditions des articles R.2192-12 à 14 du Code de la commande publique.

13.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires, non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, au bénéfice du Titulaire à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse dans les conditions fixées par les articles R.2192-31 à 36 et D.2192-35 du Code de la commande publique.

ARTICLE 14. PENALITES

14.1 Généralités

Le présent article déroge aux articles 14 CCAG-TIC et 16.1.5 du CCAG-TIC.



Pour l'application des pénalités, celles-ci résultent de leur simple constatation par l'Acheteur sans mise en demeure préalable (sauf pour le manquement à la réglementation relative au travail dissimulé) et sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle.

L'Acheteur pourra reconsidérer l'application des pénalités prononcées, après étude et prise en compte de bonne foi des efforts et éventuels plans d'action proposés par le Titulaire, à sa seule initiative, pour remédier au non-respect de ses engagements contractuels.

Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le Titulaire du marché sera défalqué directement par l'Acheteur du montant des prochaines factures présentées par le Titulaire ou fera l'objet d'un avoir sur la facture suivante.

Les pénalités appliquées ne se substituent pas aux dommages et intérêts auxquels peut prétendre l'Acheteur en réparation des dommages et préjudices qu'il a subis.

Le Titulaire sera redevable de la réparation des dommages et préjudices subis par l'Acheteur dès lors que les pénalités appliquées sont dérisoires pour leur réparation sans que le plafond des pénalités ne puisse en limiter la réparation. L'Acheteur apportera tout élément justificatif.

Les pénalités ne présentent **aucun caractère libératoire** pour le Titulaire qui demeure intégralement redevable de l'exécution des prestations concernées.

En cas de pénalités et quelle que soit la forme du groupement et la nature du mandataire, il revient au mandataire de définir au préalable la répartition des pénalités au sein du groupement. À défaut, le mandataire sera tenu au versement complet des pénalités au pouvoir adjudicateur

14.2 Pénalités de retard et indisponibilité

Les pénalités de retard sont celles prévues à l'article 14.1 du CCAG-TIC.

14.3 Pénalités liées à un incident relatif aux données

En cas de retard ou d'absence d'information du pouvoir adjudicateur d'un incident relatif aux données en méconnaissance de l'information prévue à l'article 10.2 du présent CCAP, le Titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE :

La présente clause doit s'interpréter comme respectant en tout état de cause la propriété intellectuelle de l'éditeur de la solution JIRA.

Le régime des résultats et des connaissances antérieures est fixé aux articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

Le Titulaire cède à l'Amue la propriété des résultats relatives aux développements spécifiques et paramétrage. Ces droits comprennent, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats, de diffusion, ainsi que le droit de distribuer les résultats à des fins commerciales commerciale, pour la durée des droits d'auteur et le monde entier.

Le Titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.



En outre, le régime des supports de formation relevant de l'UO 4 est précisé dans l'offre du Titulaire.

ARTICLE 16. DÉROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-TIC, les dérogations au CCAG ne font pas l'objet d'une liste récapitulative dans le présent CCAP.